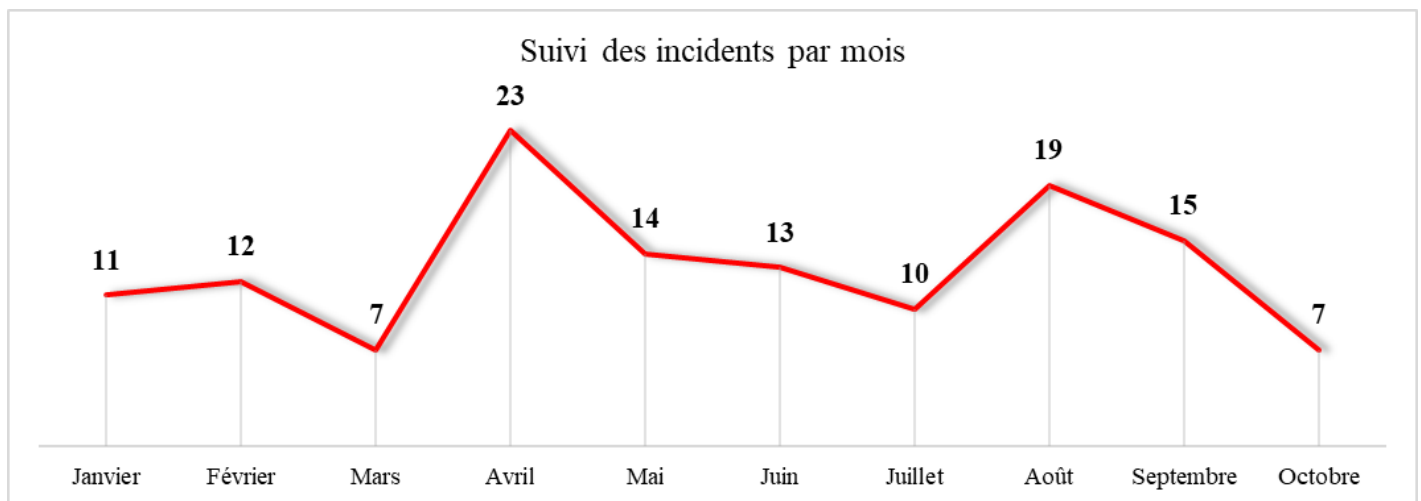


RAPPORT MENSUEL DE PROTECTION OCTOBRE 2020
REGION DU NORD

Typologies des incidents	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Total
Atteintes au droit à la propriété	3	0	1	5	1	3	1	3	2	1	20
Atteintes à l'intégrité physique et/ou psychique	0	2	0	4	1	3	4	1	3	2	20
Atteintes à la liberté et à la sécurité de la personne	2	0	1	5	6	1	1	2	4	2	24
Atteintes au droit à la vie	2	4	2	4	4	4	2	3	2	1	28
Atteintes à l'accès aux services de base	0	0	1	1	0	0	0	0	1	1	4
Mouvements de population forcés	4	6	2	3	1	0	2	4	3	0	25
Violences Basées sur le genre	0	0	0	1	1	2	0	6	0	0	10
Total	11	12	7	23	14	13	10	19	15	07	131



Contexte et points saillants :

Le contexte sécuritaire dans la région du Nord durant le mois d'octobre a été relativement calme. En effet les données du monitoring de protection font état de 07 incidents résultant de la présence et de la mobilité des Hommes Armés Non Identifiés (HANI).

En effet, dans la province du Yatenga, plus précisément à Ramensé dans la commune de Thiou, certaines communautés à savoir les peulhs sont persécutés et subissent des contrôles irréguliers. Ils sont tenus de déclarer l'identité de leurs visiteurs et de demander l'autorisation des VDP pour les cérémonies de mariage et de baptême dans leurs familles.

Par ailleurs une fiche d'identification leur a été remise pour être renseignée.

Aussi, selon nos sources, ces PDI ont initié une cotisation forfaitaire afin de pouvoir s'acquitter d'éventuelles amendes au cas où les VDP les leur demandent.

Aussi, à la date du 21 octobre les sources du monitoring de protection font ressortir des concertations entre les leaders Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP) et les Hommes armés dans la zone de Tangaye pour le retour de la cohésion sociale. Il faut noter que la population est partagée. Pour certains cette nouvelle constitue une lueur d'espoir pour la population affectée. Pour d'autres, il pourrait s'agir d'une stratégie des HANI pour les attaquer à nouveau : « nous espérons qu'à l'issue de ces concertations, des solutions durables seront trouvées pour permettre aux populations de retourner dans leurs villages d'origine » ; a confié une PDI, lors d'un focus group.

Pour ce qui concerne la province du Loroum, dans la nuit du 15 octobre, des HANI ont fait une tentative de pillage d'animaux à Sélébonga, un village de Titao. Fort heureusement, des VDP en patrouille les ont empêchés **d'accomplir leur forfait**, par des tirs de sommations,.

Toujours dans le Loroum, plus précisément à Banh, des HANI ont saboté les installations électriques (plâques solaires et des batteries) d'une école primaire publique en cours de réception définitive et emporté du grillage qui servait de clôture dans le village de Delga. Ils sont revenus dans ledit village pour donner des instructions à la population de se plier aux « prescriptions islamiques ». Les hommes ont été intimés d'entretenir leurs barbes et de porter des pantalons sautés. Quant aux femmes, elles devront désormais se voiler sous peine de représailles et d'expulsion du village. Avant de quitter le village, les HANI ont donné un délai de deux semaines pour le respect de leurs mesures. Le 20 Octobre, entre Posso Bouli et Andekanda, des HANI ont encore fauché la vie à un citoyen. Les populations de cette partie du Loroum sont confrontées à un certain nombre de problèmes de protection dont l'accès aux abris, aux services sociaux de base, aux logements, terres et biens.

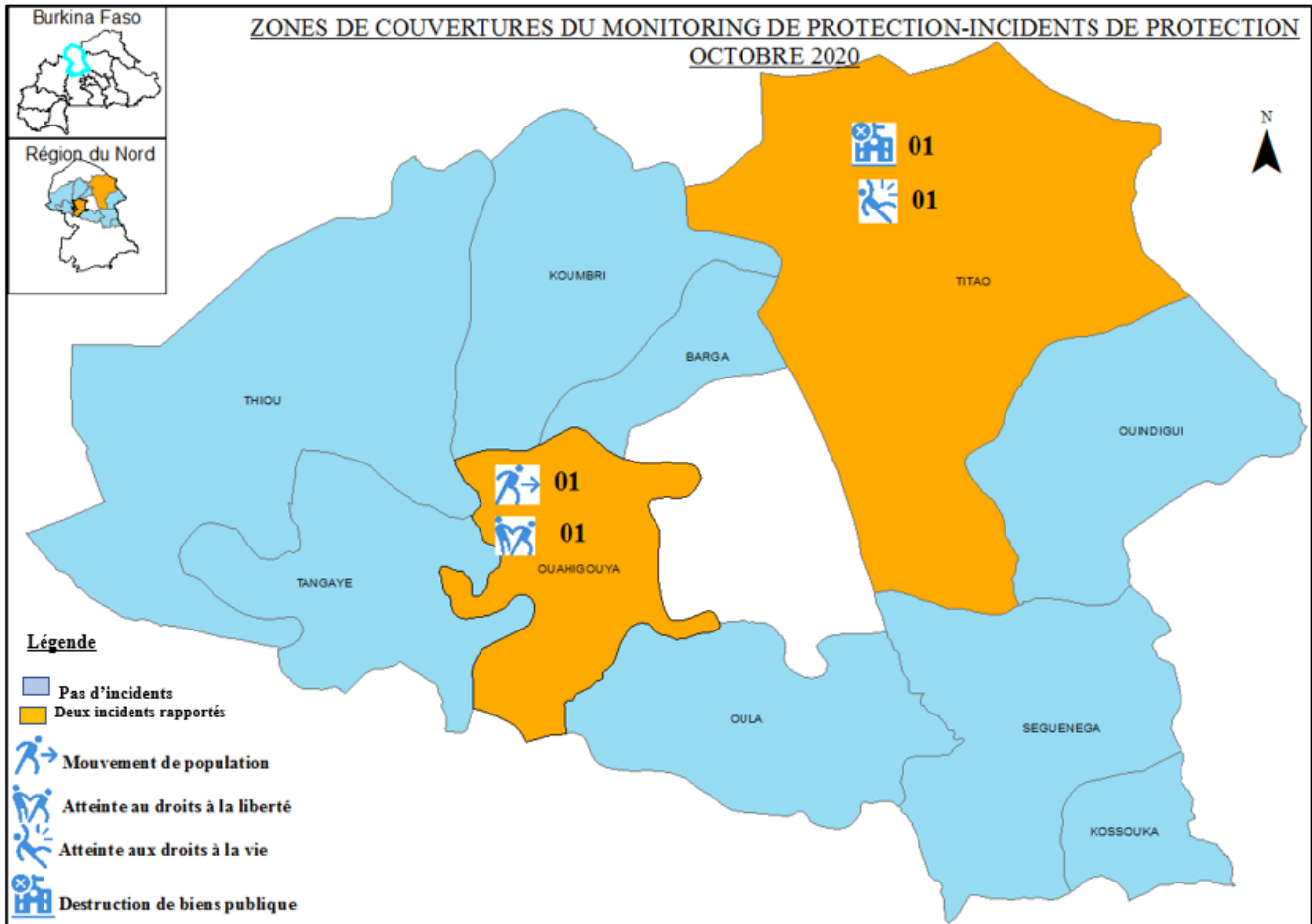
Situation de protection

Zones couvertes dans la période sous rapport – zones à risque

Les activités du monitoring de protection ont concerné les localités suivantes : La province du Yatenga avec la commune de Ouahigouya (Tougouzagué, Saye, site route de Youba, Youba, Yabongso, Sissamba, Gourga, lilgomde) et les différents secteurs de la ville de Ouahigouya), Thiou, Séguénéga (Sima, Gambo, Sittigo, Kossouka, Séguénéga centre), Tangaye, Nimpouya Barga (Barga centre et Landao), Koumbri (Ronga) et Oula, Reka, sonh. Dans le Loroum, nous avons la commune de Titao avec Titao ville (AK, Kapitalin, Siguinonguin, Watinoma), You, Todiam, Sillia, Salla, Ouindigui, Dougouri Ouidi, Hitte, Rounga, Golonga, Tansaliga et Rambo.

A la date du 25 octobre, 36 focus groups de discussions dans le cadre du monitoring communautaire ont été réalisés dans les zones de couvertures indiquées plus haut, dans le but de mieux apprécier les conditions, les besoins et les perspectives en termes de solutions durables des PDI. Ces focus groups de discussion ont été réalisés avec respectivement les entités suivantes : femmes hôtes, cheffes de ménage, hommes hôtes et PDI chefs de ménages, des hommes hôtes et femmes hôtes chefs de ménages, des enfants hôtes et PDI

Le monitoring de protection à distance a été utilisé dans les localités comme Tangaye à cause de l'insécurité. Les zones à risques identifiées restent les localités de Kain, Tangaye, Koumbri, Barga et Thiou avec le bloc Nogo-Ingané-Posso et Posso-Bouli où les VDP visiblement bien armés effectuent toujours des check-points réguliers



Caractéristiques des mouvements de populations

Pour ce mois d'octobre on note un mouvement de certains ménages et aussi des retournés dans la région. Dans le Yatenga, des PDIs de Dèssè et Ninigui dans la commune de Koumbri se sont déplacés vers Ouahigouya. Environ une cinquantaine de personnes est arrivée dans la commune de Ouahigouya plus précisément à Tougouzagué.

Dans le Loroum on note des retours spontanés des populations dans les villages de Hitté et Rounga. Au moins 1000 personnes sont concernées par ces retours selon les points focaux communautaires. Mais en réalité, ces PDIs effectuent ces retours pour les récoltes. Même si par moment certains font des petits tours pour apprécier le niveau sécuritaire, notons que les hommes sont et restent les véritables cibles des HANI. A cet effet, les populations de ces villages ont mis en place leur propre système de sécurité avec l'appui des VDP afin de riposter aux attaques des HANI. La peur continue de régner dans l'esprit de ces personnes retournées.



Photo avec les populations retournées de Hitté dans le Loroum

Selon les données issues du Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR), à la date du 8 septembre 2020 le nombre de PDIs dans la région du Nord était de 74527. Cependant, une actualisation des données pourrait faire changer ce chiffre.

Sécurité physique et personnelle

Voir contexte et points saillants – Liste des incidents ci-dessous.

Incidents de protection dans les zones sous couverture

-Les atteintes à la propriété :

Au cours du mois d'octobre deux atteintes à la propriété ont été enregistrées dans la région. Il s'agit des vols de bétail, destruction de bien public (Ecole), incendie de grenier. En effet dans les zones d'insécurité, la vigilance est de mise surtout dans les localités comme Koumbri où il y a eu mouvement forcé de population. Il ressort du monitoring qu'à Zaï un village situé à la frontière entre la commune de Koumbri et Bahn, des HANI sont venus prélever la Zakat (l'aumône) de force. En s'attaquant aux biens de l'école c'est l'éducation de façon générale qui est mise à rude épreuve dans cette contrée.

Les atteintes au droit à la liberté (restriction de mouvement) et la sécurité des personnes :

Un incident a été observé du côté de Séguénéga dans le village de Ramensé. Le 14 octobre des VDP ont imposés des restrictions aux PDI Peulh de Ramensé. Ainsi, ils doivent désormais les informer de l'identité de leurs visiteurs et les manifestations en leur sein. Il faut noter que les PDIs ont initié une cotisation de cinq cent francs (500 F) par personne en vue de pouvoir payer l'amende qu'il faut en cas d'enlèvement d'un des leurs par les VDP.

Dans le site d'accueil temporaire des PDI de Ramensé dans la commune de Séguénéga, les VDP organisent des contrôles inopinés pour vérifier les identités des personnes. Lors des vérifications, toute personne ne possédant pas une de carte d'identité peut faire l'objet d'enlèvement. Pour recouvrer sa liberté, une certaine somme est exigée par les VDP. Cela joue négativement sur leurs conditions de vie, car certaines PDI sont obligées de restreindre leurs mouvements. Ainsi, la cohésion sociale semble souffrir des initiatives illégales des VDP.

Par ailleurs, trois hommes enlevés dans la commune de Thiou durant le mois de septembre ont été toutes relâchés, respectivement le 27 septembre pour le premier, et les 02 autres le 06 octobre 2020, selon nos informateurs clés.

1- Les atteintes à la vie :

Un incident a été enregistré à cet effet dans le Loroum où des HANI ont arrachés la vie d'un citoyen entre Posso Bouli et Andekanda ce 20 octobre. L'incident survient au moment où il était accompagné de sa cousine et deux autres hommes. L'homme assassiné avait à sa possession une arme. Les deux autres hommes et sa cousine ont été épargnés parce qu'ils n'en possédaient pas. Selon nos informateurs, les HANI se seraient accaparés de l'arme et de la moto de la victime. En rappel, lors de la rencontre entre HANI et différents représentants des villages, il avait été interdit à la population civile de circuler avec des armes.

2- Les atteintes à l'intégrité psychique :

Lors d'un focus group, les participants ont confié avoir aperçu des HANI à un kilomètre de Thiou, dans la province du Yatenga. Ils ont même tiré en l'air avant de migrer plus au Nord. C'est pour dire donc, que les populations de Thiou vivent dans la psychose et que la vigilance s'impose.

3- Déplacements forcés de personnes :

Pour ce mois, une cinquantaine de personnes est arrivée dans la commune de Ouahigouya respectivement dans les quartiers de Tougzagué, Saye et Siguivoussé. Il faut que dire que ce mouvement résulte de l'ultimatum reçu des HANI, les 20 et 21 septembre par la population de Banwèla /Banh. La commune de Tangaye est aussi concernée par ces déplacements.

Il faut rappeler que Ouahigouya, chef-lieu de la région du Nord est la plus stable ; donc il n'est pas exclu que ces mouvements d'entrée dans cette ville se poursuivent. Il reste à renforcer la coordination avec les services de l'Action Humanitaire pour les informer des arrivées de PDI en vue de leur enregistrement.

4- Atteinte à l'accès aux services sociaux de base :

Le sabotage, puis vol des installations de l'école primaire de Delga dans le Loroum constitue une forme de violation du droit d'accès aux services sociaux de base, notamment le droit d'accès à l'éducation

SGBV

Les violences basées sur le genre constituent une réalité dans la région du nord. A ce jour 60 femmes et jeunes filles ont pu bénéficier d'une assistance en kit de dignité, 08 survivants ont été référencés vers d'autres services pour une meilleure prise en charge sur le plan psychologique et médicale. En ce qui concerne les gestions des cas, sur les 73 dossiers ouverts, 31 personnes ont pu bénéficier d'une assistance en cash en vue d'accéder aux différents services conformément à leurs plans d'actions. L'ensemble de ces cas sont en cours de prise en charge. Pour les causeries éducatives, 16 ont été réalisées sur les violences conjugales, les violences faites aux enfants et les mariages forcés et précoces dans le mois et ont permis de toucher 240 personnes. Quatre visites à domiciles ont été effectuées. Les animations psychosociales au nombre de 19, ont mobilisé 410 personnes.

PROBLEMES SPECIFIQUES DE CERTAINS GROUPES A RISQUES

Les groupes à risques identifiés ce mois encore sont sans nul doute ces milliers de personnes déplacées, les leaders communautaire et religieux et hôtes vivant dans les zones à fort risque sécuritaire. En plus de l'insécurité alimentaire, des problèmes d'accès aux abris, au WASH/AME, ces populations peinent à accéder aux services sociaux de base. Prêt de 2000 PDI n'ont pas accès aux services sociaux de base à Ramensé dans la commune de Séguénéga.

Nous ne saurons passer sous silence le cas de ces milliers de PDIs sans documents civils d'une part et ceux dont les délais de validité sont échus d'autres part. Ces derniers font l'objet de contrôles inopinés de la part des VDP sur leurs sites d'accueil et qui parfois sont soumis à des amendes injustifiées.

Par exemple dans la commune de Séguénéga les PDIs peulhs ont reçu un certain nombre de restrictions des VDP. Les groupes de personnes à risques sont les enfants, les femmes veuves et jeunes filles déplacées mais aussi les vieilles personnes âgées qui sont pour la plupart du temps sans défenses réelles en cas d'attaque par les HANI. Mais de façon générale, les hommes restent la cible privilégiée des HANI.

PROTECTION DE L'ENFANCE

Les enfants des PDIs sont confrontés à un problème d'accès aux documents d'état civil dans la région. A Séguénéga sur le site de Ramensé on décompte 100 enfants sans acte de naissance. L'insuffisance des infrastructures publiques et le manque de moyen financier pour accéder aux établissements privés endigue également l'accès à l'éducation de ces enfants PDI. Ce qui favorise l'exploitation des enfants qui sont pour la plupart employés comme aide-ménagère, gardes- bébés s et marchands ambulants.

Au Loroum plus précisément à Ouindigui, Todiam certaines classes restent toujours fermées même si y a des promesses de réouverture cette année. Aussi l'absence de certains enseignants s'expliquerait par le fait que les conditions sécuritaires ne leur permettent pas de faire leur travail.

PERSONNES AYANT DES BESOINS SPECIFIQUES (PBS)

Les groupes de PBS restent les mêmes à savoir les femmes très souvent veuves cheffes de ménages, les personnes âgées sans soutien et celles vivant avec handicap, les personnes victimes d'atteintes à

la propriété, les survivants de Restes Explosifs de Guerres (REG). Pour le mois d'octobre, **39** PBS ciblées ont bénéficié d'une assistance en cash dont 22 femmes et 17 hommes.

Logements, Terres et Biens (LTB), Etat de droit

SITUATION DE LTB DANS LA ZONE DE DEPLACEMENT ET DE RETOUR

L'accès au LTB demeure un problème pour les PDIs depuis le début de la crise. Pour ce mois, dans la commune de Séguénéga, précisément à Ramensé, une négociation a été faite avec les propriétaires terriens pour l'installation des PDIs peulh venues de Baraboulé et Tongomayel. En rappel, près de 2000 PDIs y vivent. Cependant au cours de ce mois une prospection a été faite par ACTED dans le but d'y octroyer des latrines. La contribution des PDIs devrait être le creusement de la fosse et l'ONG viendrait en appui de matériaux. Malheureusement cette activité n'a pas pu se tenir car certaines populations hôtes la désapprouvent. C'est donc pour dire que l'accès aux terres constitue ici la principale difficulté. La plupart des PDIs vivent dans des quartiers précaires, dans des maisons d'emprunt, ou inhabitées ou en location. Il faut souligner également que cette fin de saison hivernale constitue un soulagement pour les PDIs sans abris. Malheureusement le froid s'annonce déjà.

ETAT DE DROIT

Depuis leur institutionnalisation en janvier 2020, la question des VDP a toujours divisé l'opinion publique. En effet, tandis que certains l'ont accueilli favorablement, d'autres ont estimé que cela constitue une menace à l'Etat de droit. Malheureusement, les agissements de certains VDP comme ceux de Ramensé dans la commune de Séguénéga semblent confirmer cette inquiétude. Compte tenu de l'absence de documents civils, beaucoup de PDIs sont obligées de restreindre leurs mouvements. Ces injustices subies pourraient, à tout moment engendrer des conflits intercommunautaires. C'est d'ailleurs pour contribuer à la cohésion sociale dans la région qu'une autre composante « prévention et gestion de conflits » a été introduite.

GESTION DES CONFLITS/COHESION SOCIALE

Dans le cadre des actions de pacification du vivre ensemble, trois comités mixtes de dialogue et d'intercession communautaire sur quatre prévus ont été mis en place ce mois. Aussi, le premier forum



des acteurs communautaires de prévention et de gestion de conflit de la commune de Ouahigouya s'est tenu le 20 octobre.

Premiers acteurs dans la résolution des conflits, tous sont engagés pour la paix et la cohésion sociale. Promouvoir cette cohésion sociale favorise le développement et la paix dans la région.

Cette composante du projet intéresse particulièrement aux autorités régionales, coutumières et religieuses, au regard de leur grande mobilisation lors des Assemblées Générales et du forum. C'est donc dire que la recherche de la cohésion sociale est véritablement une préoccupation de l'heure.

***Les autorités religieuses du Loroum en concertation
Pour trouver des solutions à la dégradation de la cohésion sociale.***

COMITES DE PROTECTION

Les 10 comités de protection mis en place sont d'une grande aide dans la pré-identification des personnes à besoins spécifiques dans la région du Nord. Il faut signaler également leur dynamisme dans le signalement des cas de VBG et des incidents de protection. Des visites de courtoisie leur sont souvent rendues pour maintenir une bonne collaboration entre acteurs.

LEADERS COMMUNAUTAIRES/AUTORITES LOCALES/SOCIETE CIVILE

Les autorités locales et les leaders communautaires ont été approchés dans le cadre des organisations des différents foras et Assemblées Générale dans la région. Plus précisément dans les communes de Barga, Titao, Banh et Ouahigouya. Tous ont manifesté leur disponibilité à accompagner nos actions en matière de renforcement de la cohésion sociale.

MESURES DE PREVENTION ET DE RÉPONSE AU COVID-19

Pour ce mois, en plus de l'intégration de la pandémie à COVID-19 à toutes nos activités, 52 causeries éducatives spéciales COVID-19 ont permis de toucher 192 personnes. Ces causeries éducatives ont été réalisées afin de mieux expliquer aux populations cibles, les enjeux de cette pandémie qui n'épargne personne, les différents symptômes de la maladie et mesures préventives pour éviter sa propagation.

COORDINATION ET PARTAGE D'INFORMATIONS

Au niveau régional, INTERSOS participe activement aux cadres de concertations des acteurs de protection existants. Il prend part aux réunions du cluster protection et facilite le mapping des autres ONGs qui envisagent des interventions dans la région.

De concert avec l'UNHCR et la Direction Régionale en charge de l'Action Humanitaire, des rencontres préparatoires de distribution à grande échelle d'effets vestimentaire se tiennent.

Recommandations et actions de suivi requises

RECOMMANDATIONS GENERALES (dans quel domaine, pour quelle localité et à quelle entité)

N°	Domaines	Localités	Recommandations	Entités concernées
1	Nutrition- sécurité alimentaire	Ouahigouya, Thiou, Titao, Séguénéga, Andékanda, Posso, Oula Sollé, Ingané, Ouindigui, Bahn	Envisager des campagnes de distribution de vivres et de rations pour enfants sur les différents sites de la région	Santé/Sécurité alimentaire (CONASUR/SONAGESS)
2	Cohésion sociale	Thiou, Tangaye, Barga, Suéguénéga, Koumbri, Titao, Sollé et Banh, Ouindigui	Mettre en œuvre des actions de promotion de la cohésion sociale Plaider auprès des autorités afin que des patrouilles conjointes des FDS soient organisées.	Autorités régionales et locales avec l'appui des ONGs
3	Sécurité des personnes	Ouahigouya, Thiou, Titao, Séguénéga, Andékanda, Posso, Oula Sollé, Ingané, Ouindigui, Bahn	Plaider auprès du partenaire afin de rendre disponibles des RHU pour les PDI en surcharge de personnes dans des pièces exiguës	Autorités régionales et locales avec l'appui des ONGs

ACTIONS REQUISES DU HCR

DOMAINES	ACTIONS	OBSERVATIONS
----------	---------	--------------

ABRIS	<ul style="list-style-type: none"> Appui aux frais de loyer, en matériaux de construction et installation de RHU sur certains sites et familles d'accueil. 	/
Droits aux Logements, terres et biens	<ul style="list-style-type: none"> Plaidoyer auprès des autorités pour la sécurisation de terrains non lotis achetés par les PDI pour s'y installer 	/
Accès des élèves PDI à l'éducation	<ul style="list-style-type: none"> Construction et équipement de salles de classes dans les villes de Ouahigouya, Thiou, Titao et Séguénéga. Paiement des frais de scolarité des élèves déplacés en difficultés à la rentrée. 	/

PROTECTION TRANSVERSALE

CLUSTER	LOCALITES	PROBLEMES	RECOMMANDATIONS
EDUCATION	Titao, Ouahigouya, Tangaye, Barga, Thiou, Kain, Koumbri, Banh, Sollé et Ouindigui	Déscolarisation/Faible capacité d'accueil des établissements des localités d'accueil/fermeture des écoles	<ol style="list-style-type: none"> Plaidoyer au niveau des Directions régionales et provinciales en charge de l'éducation pour un accès équitable à l'éducation Construction de salles de classes ; Parrainages scolaires des élèves déplacés Plaidoyers au niveau des Directions régionales et provinciales en charge de l'éducation pour la réouverture des classes.
SANTE/NUTRITION	Ouahigouya, Titao, Posso, Ingané, Tangaye, Banh, Sollé, Ouindigui, Séguénéga, Koumbri et Kain	<ul style="list-style-type: none"> -Risques de maladies liées à l'insuffisance d'hygiène -Risques de malnutrition sévère chez les enfants de moins de 3ans 	<ol style="list-style-type: none"> Sensibilisation des communautés sur les maladies liées au manque d'hygiène ; Dotation des familles en kits d'hygiène et sanitaires ; Renforcement des capacités des Agents de Santé à Base Communautaires (ASBC) et des Organisations à Base Communautaire intervenant dans le domaine de la santé ; Dépistages des enfants de 0 à 3 ans sur la malnutrition et distribution de ration alimentaire sur les sites

ACCES L'EAU POTABLE ET INFRASTRUCTURE D'ASSAINISSEMENT	A Ouahigouya Tougsagué Tamsin Saye Lilgomdé Titao Sollé Banh Kain Thiou Ouindigui	La région connaît une insuffisance des ressources en eau potable. De ce fait, l'accès à l'eau est très limité sur les sites d'accueil, idem pour les toilettes. Malgré l'abondance et la régularité des pluies d'août, les villes de Ouahigouya et Titao connaissent une insuffisance en matière d'accès à l'eau potable. L'ONEA ne semble pas pouvoir satisfaire à la demande en eau.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Augmenter les sources d'approvisionnement en eau (forages modernes, puits à grands diamètres) 2. Impliquer les populations dans la réalisation d'infrastructures Wash (latrines, lave-mains etc.) 3. Faire un plaidoyer au niveau des partenaires pour l'installation de pompes ou de forage dans ces localités.
ABRIS ET VIVRES	<ul style="list-style-type: none"> • Ouahigouya • Titao • Sollé • Banh • Tibou • <i>Route de Youba</i> • Thiou • Séguénéga • Ouindigui 	Malgré les efforts consentis par le HCR, Plan et OIM l'accès aux abris demeurent l'un des besoins exprimés par les PDI. Du côté des vivres, le CICR est venu renforcer les distributions faites par l'Action Sociale, mais elles sont encore nombreuses ces PDI qui n'arrivent pas à se garantir 2 repas par jour.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Octroyer des appuis financiers pour la location et/ou des matériaux de construction ; 2. Renforcer la sécurité en vue de l'acheminement de vivres et non vivres dans les zones à risques comme Posso et Ingané par les humanitaires et les commerçants ;

COEXISTENCE PACIFIQUE	<ul style="list-style-type: none"> • Reka (Oula) • Ouahigouya • Titao • Route de Youba • Thiou • Sollé • Banh • Ouindigui • Suéguénéga 	<p>Malgré les sensibilisations et la multiplication des conférences sur la cohésion sociale dans la région, les préjugés et la stigmatisation demeurent des tristes réalités. L'observation des principes d'impartialité et de neutralité est même parfois mise à rude épreuve par rapport à l'assistance de certains groupes ethniques.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Réalisation de dialogues intercommunautaires sur la cohésion sociale entre les PDIs (anciennes et nouvelles) et les populations hôtes 2. Identifier et redynamiser au sein des communautés hôtes et PDIs les mécanismes communautaires de promotion du vivre ensemble et de la cohésion sociale 3. Mettre à contribution les radios communautaires pour des sensibilisations de masse 4. Mettre en place les comités mixtes de prévention et gestion des conflits.
VBG ET PROTECTION DE L'ENFANCE	<ul style="list-style-type: none"> • Tamsin, • AK, • Kapalin, • Saye, • Touzagué, • Ouahigouya • <i>Route de Youba</i> • Titao : Posso, Ingané • Thiou • Séguénéga • Sollé 	<p>La période elle-même semble être un facteur à risques de VBG parce que la végétation est devenue dense alors que les femmes fréquentent beaucoup la brousse en cette période de récolte du niébé. Les conditions d'hébergement des PDI en est un autre. Avec les expositions diverses des enfants, il y a lieu de craindre des traites et des pires formes de travail de ceux-ci.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Réalisation de sensibilisations sur les VBG (Actions préventives des violences sexuelles) ; 2. Renforcer le système d'orientation et de référencement des cas de VBG entre les acteurs de la région, particulièrement sur les sites d'accueil ; 3. Former les acteurs sur la thématique VBG pour une meilleure intervention adaptée au contexte ; 4. Renforcer les capacités locales pour le signalement des cas de VBG et de violences faites aux enfants 5. Accélérer et redynamiser le système de prise en charge des victimes de VBG.

ANNEXE : TABLEAU DES INCIDENTS DE PROTECTION ET LEURS CONSEQUENCES

N	Localités	Description de l'incident	Types de violations de droits	Personnes affectées par l'incident	Actions entreprises et/ou préconisées
1	Loroum/Titao	Sabotage des installations solaire dans une école a Bahn	Violation du droit à l'accès aux services sociaux de base		-Rapport flash incident
2	Yatenga/Ouahigouya	Mouvements de populations : Au moins 50personnes venues de Banwèla.	Mouvements forcés de population	50personnes	-Partage d'un rapport flash ; -Réconfort moral aux familiales ; -Assistance PBS
3	Loroum/Titao/	Un homme a été tué sur l'axe Posso/Bouli. Ces compagnons dont une femme et deux hommes, eux, ont eu les vies sauvées. Mais, sont sous un choc psychologique intense	-Violation du droit à la vie -Violation du droit à l'intégrité psychique	01 homme tué -2 hommes et une femme touchée psychologiquement	-Alerte sms -Partage d'un rapport flash ; -Assistance PBS ; -Soutien psychosocial
4	Yatenga/Ouahigouya	A Ramensé dans la commune de Séguénéga, les PDIs sont victimes de restrictions et d'extorsion	Violation du droit à la liberté et à la sécurité de la personne		Rapport flash incident



Photo des participants du forum, Ouahigouya le 20 octobre 2020